

Convention collective nationale

IDCC : **3238** | **PRODUCTION ET TRANSFORMATION DES PAPIERS
ET CARTONS**
(29 janvier 2021)

Avenant n° 4 du 26 janvier 2023
relatif aux salaires minima conventionnels

NOR : ASET2350287M

IDCC : 3238

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNIDIS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FILPAC CGT ;

FCE CFDT ;

FG FO Construction,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application de l'accord

Le présent accord est conclu dans le champ d'application de la convention collective nationale de la production et de la transformation des papiers et cartons du 29 janvier 2021 (IDCC 3238).

Article 2 | Modification de l'accord relatif aux salaires et primes des OETAM

L'accord relatif aux salaires et primes des OETAM en annexe de la convention collective est modifié dans les conditions suivantes.

La grille de rémunération des salaires mensuels minima conventionnels visée à l'article 2 est arrêtée comme suit à compter du 1^{er} février 2023 :

Positionnements		Coefficients	SMMC au 1 ^{er} février 2023
Niv. I	Échelon 1	125	1 734 €
Niv. I	Échelon 2	130	1 740 €
Niv. I	Échelon 3	135	1 746 €
Niv. II	Échelon 1	140	1 762 €
Niv. II	Échelon 2	150	1 782 €

Positionnements		Coefficients	SMMC au 1 ^{er} février 2023
Niv. II	Échelon 3	160	1 809 €
Niv. III	Échelon 1	170	1 842 €
Niv. III	Échelon 2	185	1 876 €
Niv. III	Échelon 3	195	1 911 €
Niv. IV	Échelon 1	215	2 062 €
Niv. IV	Échelon 2	235	2 215 €
Niv. IV	Échelon 3	260	2 383 €
Niv. V	Échelon 1	285	2 577 €
Niv. V	Échelon 2	315	2 819 €
Niv. V	Échelon 3	350	3 095 €

Le montant de la garantie annuelle de rémunération visée à l'article 3.2 est revalorisé comme suit :

– 21 433 € pour l'année 2023.

Article 3 | Procédure de dépôt et d'extension

Le présent accord sera soumis à la procédure d'extension par la partie la plus diligente en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Dans le cadre de cette demande d'extension pour la totalité du présent accord et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent accord ne justifie ou ne nécessite pas de mesures spécifiques ou un traitement différencié pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4 | Date d'application et durée de l'accord

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} février 2023 pour une durée indéterminée.

Les procédures de révision et de dénonciation de cet accord sont celles prévues par le code du travail.

Article 5 | Clause de revoyure

Les parties signataires conviennent de se réunir à nouveau en 2023 en cas d'évolution significative des indices économiques, en particulier du Smic et de l'inflation.

Fait à Paris, le 26 janvier 2023.

(Suivent les signatures.)